



RURALITÉ

Innover contre La précarité

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Partenariat
Accompagner
vers l'autonomie

EN ACTION(S) P.08

Emploi
Mieux connaître
l'entreprise

RENCONTRE P.12

Valentina
Pasionaria des
droits de l'homme



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



RENDEZ-VOUS

TOUS INÉGAUX ?

Pour son quatrième numéro, *L'Apostrophe* pose la question des inégalités. La société nous rend-elle « tous inégaux » ou naissons-nous inégaux ? Est-il vraiment possible – et utile – de lutter contre les inégalités, ou doit-on se résigner à les accepter pour mieux les apprivoiser ? La revue, dont les auteurs sont des personnes en situation de précarité, laisse la parole aux premiers concernés par l'inégalité afin qu'ils nous disent les enjeux et nous donnent les pistes de la construction d'une société où la valeur de chacun est reconnue.

À retrouver sur lapostrophe.secours-catholique.org



@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

 **messages**

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France

106, rue du Bac 75341
Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Président et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Seze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Clarisse Briot (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 615 880 exemplaires • **Dépôt légal** : n°325908 • **Numéro de commission paritaire** : 1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte une lettre d'accompagnement/bon de solidarité, deux enveloppes retour, un bon porte adresse, une lettre et un porte adresse bénévolat. Les lecteurs d'Alsace recevront des pages spéciales, un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



VOTRE COURRIER GUY

« Accueillir part d'un bon sentiment mais... »

Dans son courrier du 13 juin dernier, M. Guy Lacomme interpelle la rédaction sur l'article paru dans notre édition de juin-juillet-août et relatif aux mineurs étrangers.

Quand nous affirmons que la question du statut des mineurs étrangers fait l'objet d'une suspicion généralisée, notre lecteur dit comprendre « la méfiance et la réticence de l'administration » à reconnaître un étranger mineur « puisque, devant le juge, la minorité est reconnue une fois sur deux et donc pas deux fois sur deux... Accueillir part d'un bon sentiment, poursuit-il, mais l'avenir de ces personnes passe par le travail... » Enfin, il soulève la difficulté à « trancher entre minorité et majorité quand cela dépend non de l'âge, mais de la personnalité... pour vivre de ses propres ailes... » ■



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE CLAIRE SABAH,

DU DÉPARTEMENT ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS
AU SECOURS CATHOLIQUE

L'accueil des mineurs non accompagnés ne peut être une simple question de gestion des flux migratoires. Il s'agit avant tout de protéger des enfants exilés et isolés, se trouvant sans leur famille après un périple souvent long, dangereux et traumatisant. Nos engagements internationaux et la loi obligent les départements, dont c'est la compétence, à protéger les enfants en danger sur son territoire et ce, sans considération de leur nationalité. Face à l'augmentation d'arrivées de jeunes étrangers se déclarant mineurs, les départements, chargés de les mettre à l'abri et d'évaluer leur situation, ne peuvent ou ne veulent plus assurer cette mission.

« Pacificateurs »

Aussi, certains départements privilégient une approche basée sur la suspicion plutôt que la protection, considérant que beaucoup sont en réalité des majeurs qui tentent de frauder.

Ces décisions sont souvent prises sur des considérations subjectives (apparence physique) au détriment de documents d'identité et dans un temps trop court, peu propice à installer un climat de confiance avec le jeune.

En conséquence, les décisions de refus de prise en charge se multiplient, instaurant une présomption de majorité alors que le bénéfice du doute devrait profiter au jeune. La justice des enfants peut intervenir et rétablir régulièrement la vérité.

Quant à leur avenir, une fois confiés aux départements, ils sont très souvent scolarisés. Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales notait en 2013 que « ces jeunes sont décrits par les professionnels de la protection de l'enfance comme "pacificateurs" et "montrant une forte volonté d'apprentissage et d'insertion professionnelle" ». Ils sont très souvent en formation dans des métiers en tension avec de réelles perspectives d'embauche à terme. ■

ÉDITORIAL 03**SOCIÉTÉ**

MOBILITÉ

Place à l'innovation ! 04

INTERNATIONAL

PARTENARIAT

Accompagner vers l'autonomie 05

EN ACTION(S)

MAROC

Un carrefour migratoire pour des milliers de jeunes isolés 07

RÉINSERTION

Des visites pour se rapprocher de l'emploi 08

YOUNG CARITAS

Université d'été : les jeunes en symbiose 10

RENCONTRE

VALENTINA

Pasionaria des droits de l'homme 12

DÉCRYPTAGE

RURALITÉ

Innover contre la précarité 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20

Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Le besoin que l'autre me dise : "Viens !" » 22

Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

VÉRONIQUE QUERUEL

Un lieu pour partager son expérience et enrichir celle des autres 23

Photos de couverture :Christophe Hargoues et Elodie Perriot /
Secours Catholique-Caritas France

Les idées ne manquent pas !



C. HARGOUES / S.C.-C.F.

« La précarité, dans l'agriculture, ça ne se dit pas. »
Oui, comme le souligne cette bénévole du Secours Catholique dans le dossier de ce mois, en milieu rural la misère est souvent plus cachée qu'en ville. On se contente de peu, on ne demande pas, on s'isole et on vieillit sans faire de bruit. Même nos équipes ont bien du mal à repérer ces pauvretés et à agir. Pourtant les idées ne manquent pas ! À Soumoulou, dans ce petit village au pied des Pyrénées, c'est tout un système d'entraide et de solidarité de voisinage qui est né, à partir de la question alimentaire. Chacun est invité à donner le meilleur : des œufs, du fromage, des fruits, pour les agriculteurs invités au partage ; covoiturage, jardinage, couture, bricolage, pour d'autres qui partagent leurs talents.

À l'origine de ce petit miracle, la démarche simple mais courageuse d'une bénévole inspirée qui a réuni autour d'un café les bénéficiaires de l'aide alimentaire et leur a demandé leur avis et quelles étaient leurs idées pour améliorer leur vie quotidienne : la parole s'est vite libérée, les idées ont fusé, le projet a pris forme, les bénéficiaires sont devenus acteurs et créateurs... La honte s'est envolée pour faire place à l'amitié et au partage !

« L'essentiel est dans le changement de regard et de discours sur les personnes vivant la précarité. »

Cette belle expérience fait écho au discours prononcé par le président de la République à l'occasion du lancement de la Stratégie de lutte contre la pauvreté. « On apprend des personnes pauvres ; ce sont elles qui ont la réponse », a affirmé Emmanuel Macron. Avec une certaine humilité, le président a confié sa découverte récente et ça change tout ! On peut enfin espérer tourner la page des discours culpabilisants et stigmatisants sur les pauvres pour travailler avec eux sur tous les sujets qui les concernent. La stratégie annoncée comporte un certain nombre de bonnes mesures pour les enfants, pour les jeunes, pour l'accompagnement social et l'accès à l'emploi, mais l'essentiel est dans ce changement de regard et de discours sur les personnes vivant la précarité. Si nous pouvons vraiment construire avec eux, alors oui, l'ambition annoncée par le président de la République d'éradiquer la grande pauvreté en une génération peut devenir réalité. C'est aussi l'ambition de l'ONU, avec les Objectifs de développement durable. Et celle du Secours Catholique-Caritas France, depuis des décennies, qui continuera d'engager toutes ses forces dans cette voie.

VÉRONIQUE FAYET,
PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

MOBILITÉ

Place à l'innovation !

Alors qu'une loi-cadre sur la mobilité se prépare, le Secours Catholique rappelle qu'elle est un facteur clé pour l'insertion sociale et professionnelle des plus fragiles. En réponse, l'association innove dans les territoires.



S. WASSENNAAR / S.C.-CFE

Plus d'une personne en insertion professionnelle sur quatre abandonne son emploi ou sa formation parce qu'elle a des difficultés à se déplacer. Ce seul indicateur, parmi d'autres, montre que les freins à la mobilité touchent les personnes les plus vulnérables et ont un réel impact sur l'accès à leurs droits.

Pour réduire la fracture, le Secours Catholique, avec des partenaires locaux, mise sur les territoires. « Nous devons les construire plus solidaires afin qu'ils réduisent les inégalités, explique Guillaume Alméras, en charge

Le Secours Catholique apporte localement ses propres réponses aux problèmes de mobilité.

du sujet au Secours Catholique. *La mobilité s'inscrit dans ce champ.* » Il s'agit pour cela d'inventer et de développer les coopérations entre les différents acteurs – entreprises, communes et agglomérations, associations... – qui œuvrent en faveur d'une mobilité inclusive, c'est-à-dire accessible à tous.

Par son soutien au réseau de garages solidaires « Solidarauto », son outil de microcrédit (pour l'achat d'un véhicule ou le financement du permis) et ses solutions de covoiturage et de services itinérants, le Secours Catholique apporte, localement, ses propres réponses. La dernière innovation en date démarre dans le département de la Loire, dans la vallée du Gier, entre Saint-Étienne et Lyon : des pairs bénévoles accompagnent en « conduite supervisée » des jeunes qui passent leur permis mais n'ont ni les moyens financiers ni le soutien nécessaire pour décrocher, sans aide, le précieux sésame. Porteur du projet, le Secours Catholique coopère avec la mission locale et s'est entouré de partenaires : mairies, métropole stéphanoise..., avec, d'ores et déjà, la volonté que l'initiative essaime.

CLARISSE BRIOT

« LE PARI N'EST PAS PERDU »

Les inégalités [de mobilité] ont la peau dure.

Le pari n'est pourtant pas perdu grâce à l'investissement des élus, à la multiplication des bonnes pratiques, à l'engagement des associations.

Ensemble, ils parviennent à faire émerger des solutions innovantes adaptées aux besoins de tous.

Éric Le Breton

Éric Le Breton est sociologue à l'université Rennes 2. Il intervenait lors des Rencontres de la mobilité inclusive organisées en mai 2018 par le Laboratoire de la mobilité inclusive (LMI), dont le Secours Catholique est membre (voir ci-contre).



L. GUICHARDON/GRAPHIK/IMAGES

Les 5^e rencontres de la mobilité inclusive. Cité internationale universitaire de Paris. 29 mai 2018.

LOI D'ORIENTATION

Vers un droit à la mobilité

Repoussée à une échéance encore floue, la LOM – loi d'orientation sur les mobilités – devrait être débattue début 2019. Une concertation a été menée en amont, à laquelle a contribué le Laboratoire de la mobilité inclusive (LMI).

Ce *think tank* réunit entreprises privées et associations – dont le Secours Catholique – dans le but de booster les initiatives en provenance de la société civile en faveur d'une mobilité accessible à tous, notamment aux personnes en précarité.

Changement de modèle

Parmi les avancées de la future loi, la mutation de l'actuel droit au transport en un droit à la mobilité. « C'est un changement de modèle, souligne Valérie Dreyfuss, directrice générale du *think tank*. Cela signifie que l'on se préoccupe des personnes privées de mobilité en raison de freins autres que le seul manque d'infrastructure. »

Entre autres pistes d'actions, le LMI préconise un meilleur accès des personnes à l'information sur leurs droits et sur les multiples aides à la mobilité existantes, ou encore l'apprentissage des compétences nécessaires pour se déplacer de façon autonome (constitution d'un itinéraire par exemple), et ce dès le plus jeune âge. « La concertation a été constructive, indique Valérie Dreyfuss, mais nous veillerons à ce que la loi soit suivie de mesures concrètes. »

LE CHIFFRE DU MOIS

7 millions

C'est, en France, le nombre de personnes en âge de travailler, soit 20 % de la population active, qui rencontrent des difficultés pour se déplacer.

(Source : Laboratoire de la mobilité inclusive)

PARTENARIAT

Accompagner vers l'autonomie

À l'international, le Secours Catholique ne se contente pas de soutenir des projets d'aide d'urgence ou de développement. Il travaille aussi à rendre ses partenaires plus forts afin qu'ils répondent de manière autonome aux défis de leur pays.



Aucune des maisons reconstruites au Bangladesh grâce au soutien du Secours Catholique n'a été détruite par le cyclone Mora en 2017. Petite victoire pour Caritas Bangladesh, qui s'est lancée dans la construction d'habitations adaptées aux catastrophes naturelles (cyclones, inondations...). Appliqué au Bangladesh, voici l'un des leitmotivs du Secours Catholique : aider nos partenaires et les populations à être autonomes. « Plutôt que d'intervenir

 À VOIR

La plateforme d'échanges d'expériences du programme de Développement institutionnel et renforcement organisationnel (Diro) www.a2pdiro.org

en cas d'urgence, on apprend à nos partenaires à anticiper les catastrophes naturelles », explique Romain de Vries, responsable du pôle Urgences internationales du Secours Catholique. « De même, on travaille à renforcer leur capacité à répondre à des situations de crise. » Aux quatre coins du monde, l'idée est la même : des partenaires aux structures pérennes sauront mieux agir sur les causes de la pauvreté. « Comme en France on est passés du distributif à l'accompagnement des personnes, à l'international on est passés de la construction de puits, par exemple, au renforcement de nos partenaires pour qu'ils prennent en charge la question de l'accès à l'eau dans le territoire », analyse Violaine Dory, en charge du Diro*. Ce programme vise, depuis 2005, à mieux structurer 14 Caritas africaines. « Le Diro nous a aidés à mieux fonctionner. Désormais, Caritas est une voix qui compte dans la société civile sénégalaise », témoigne l'abbé Alphonse Seck, secrétaire général de Caritas Sénégal.

CÉCILE LECLERC-LAURENT

* Développement institutionnel et renforcement organisationnel.

MAURITANIE

Quartier transformé



Yacouba Kissima Tandia, de Caritas Mauritanie

Pour améliorer les conditions de vie à Dar Naïm, quartier pauvre de Nouakchott, vous avez décidé d'agir avec les jeunes...

Trois habitants sur quatre ont moins de 35 ans. Ils sont souvent déscolarisés, livrés à eux-mêmes. On ne peut pas abandonner la jeunesse, qui a le droit de participer à la vie de la cité. Nous avons donc instauré un dialogue avec la mairie lors de rencontres citoyennes. Les jeunes échangent avec les autorités, exposent leurs problèmes et proposent des solutions. C'est comme ça qu'un projet de lutte contre les violences faites aux femmes, « Touche pas à ma sœur », est né.

Qu'est-ce que les jeunes veulent changer dans leur quartier ?

Les 9 000 jeunes avec lesquels nous travaillons veulent un Dar Naïm propre, verdoyant et non violent. Ils ont planté des arbres, organisé des journées de ramassage d'ordures et effectué des rondes le soir. À leur initiative, des regroupements de quartiers ont vu le jour : toute la population se réunit pour débattre par exemple sur la nutrition ou les mutilations génitales féminines... Les rencontres ont créé des liens entre les quatre ethnies qui composent Dar Naïm. Les gens prennent conscience qu'ils résident dans un même quartier et qu'ils doivent le transformer pour qu'il y fasse bon vivre.

Propos recueillis par C.L.-L.

ALERTE

Déni de démocratie au Cambodge

Les élections législatives du 29 juillet ont consacré l'hégémonie du Premier ministre cambodgien, Hun Sen, au pouvoir depuis trente-trois ans, et officialisé la mort de la démocratie. En l'absence du parti d'opposition, dissous à l'automne 2017, le parti au pouvoir a raflé les 125 sièges en jeu. À l'approche du scrutin, les voix discordantes ont été muselées. « Il n'y a plus de liberté pour les ONG au Cambodge », s'inquiète Koul Panha, directeur de Comfrel, une organisation d'observation électorale recommandée par nos partenaires.

En action(s)

Cameroun : une crise humanitaire oubliée

Fin 2016, les populations anglophones du Cameroun (ouest) se sont soulevées pour une meilleure reconnaissance de leurs droits. L'indépendance de l'Ambazonie, déclarée le 1^{er} octobre 2017, a fait basculer le pays dans une quasi-guerre civile. La population est prise en otage. 160 000 personnes se sont réfugiées dans la brousse ou au Nigeria voisin où les Caritas leur viennent en aide. Tournons la page Cameroun, partenaire du Secours Catholique, appelle au report de l'élection présidentielle prévue le 7 octobre – à laquelle Paul Biya, au pouvoir depuis trente-six ans, se présente de nouveau – en cas d'absence de cessez-le-feu.

C. L.-L

Plus d'infos sur urlz.fr/7DHA



SAMPHELPS/CARITAS INTERNATIONALIS

PAROLE DE NATHANAËL KITENGE, BÉNÉVOLE EN CÔTE-D'OR

Dès le démarrage de la Maison des talents à Dijon, je me suis engagé avec enthousiasme dans cet espace où les savoir-faire sont valorisés et les talents reconnus. Trois jours par semaine, dans des locaux mis à disposition par la paroisse du Sacré-Cœur, j'assure la permanence, j'accueille, je coordonne les activités de ce lieu ouvert à tous ceux qui recherchent convivialité et solidarité.

Chaque trimestre, au cours d'un « conseil de maison » auquel chacun peut prendre part, les souhaits s'expriment, les idées s'échangent, et le programme des activités se détermine. Le mardi est le jour de l'initiation aux massages des bébés. Le mercredi matin, une actrice propose une séance de yoga. L'après-midi, la salle résonne des conversations échangées dans les rendez-vous « café-causette ». Les habitués sont plutôt masculins car, au même moment, dans une autre salle, une coiffeuse à la retraite dispense ses conseils. D'autres activités artistiques se développent, comme celles du patchwork, du dessin ou de la peinture. Le mercredi, nous partageons le dé-

jeuner. Les cuisiniers volontaires préparent le repas selon le menu décidé ensemble la veille. Avec quelques-uns, nous allons acheter ce qu'il convient ; d'autres, après le repas, font et rangent la vaisselle. Chacun donne un coup de main, fait quelque chose, se sent de plus en plus attaché à la « maison ». Depuis le 5 septembre, nous avons



Chacun se sent de plus en plus attaché à la Maison.

organisé six déjeuners dominicaux sous le signe d'un pays ou d'une région. Entre soixante et cent vingt personnes, qui participent selon leurs moyens, rejoignent la table, invitées par voie de presse locale. Les chants et la musique du pays à l'honneur animent le repas. Ce sont de beaux dimanches partagés.

+ D'INFO

bourgogne.secours-catholique.org

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

INITIATIVE

À la rencontre de ceux qui vivent dehors

Chaque dimanche soir, une quinzaine de jeunes bénévoles du Secours Catholique du Rhône, âgés de 18 à 35 ans, partent à la rencontre des sans-abri du centre de Lyon. Par groupes de quatre – étudiants, jeunes actifs, jeunes en difficulté, demandeurs d'asile de l'équipe Young Caritas –, ils sillonnent les quartiers que les personnes qui vivent dans la rue fréquentent. L'offre d'une boisson chaude et de quelques biscuits permet d'entamer une conversation. Le dialogue est souvent plus riche quand les liens se nouent surtout après plusieurs rencontres. Parfois, avec leur guitare, ils reprennent ensemble des refrains connus. Une manière pour ces jeunes de s'associer à la lutte contre l'indifférence qui frappe ces exclus.

M.-H.C.

VU SUR PLACE AU MAROC

Un carrefour migratoire pour des milliers de jeunes isolés

« **L** nous parle mais il a l'air loin derrière ses yeux. Il dit qu'il a quitté son pays en guerre, qu'il sait qui a tué son père, qu'il est plein de haine. Il dit qu'il est parti pour ne pas rester dans cette haine. » Ce jeune Africain subsaharien dont nous parle Cyrille de Billy, responsable du pôle Moyen-Orient et Afrique du Nord du Secours Catholique, est arrivé il y a moins de trois mois dans le centre d'accueil des migrants de Rabat tenu par Caritas Maroc. Comme lui, en 2017, ce ne sont pas moins de 1 900 mineurs qui ont frappé à la porte de l'un des trois centres de Caritas (Rabat, Casablanca, Tanger) sur les 7 500 migrants accompagnés par l'association. Depuis 2005, Caritas s'efforce d'établir la jonction entre les autorités publiques marocaines et les migrants afin que ces derniers accèdent à leurs droits. L'association les accompagne ainsi dans les domaines de la santé, de l'hébergement, de l'insertion professionnelle, et leur propose une écoute. « *Beaucoup ont subi des traumatismes physiques ou psychiques pendant leur parcours migratoire* », com-



F. RAMEL

mente Marjorie Rosa, en charge du Maroc et de retour de mission pour le Secours Catholique. Le centre d'accueil de Rabat a mis en place un espace jeunes destiné avant tout à ces mineurs isolés. Leur nombre augmente d'année en année. « *La situation est difficile, car le Maroc n'est plus seulement un pays de transit, c'est aussi un pays d'accueil : les gens sont désormais bloqués ici du fait des politiques européennes de fermeture des frontières* » analyse Marjorie Rosa. ■

Cécile Leclerc-Laurent

Le Maroc longtemps pays de transit est devenu une impasse pour les migrants subsahariens.

A SUIVRE

Une « cantine participative »

À Manosque, les bénévoles du Secours Catholique se mobilisent pour créer un lieu convivial et participatif où les repas se préparent et se prennent ensemble.

Dans un ancien restaurant du centre de Manosque, le Secours Catholique des Alpes a ouvert une « cantine participative ». Le projet, né de la volonté des bénévoles, répond à trois besoins identifiés : rompre la solitude éprouvée par beaucoup d'habitants ; rassembler tous ceux qui le veulent à la préparation et au partage de repas ; et, enfin, proposer une nourriture saine et de qualité à ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire. Ce restaurant solidaire offre une cuisine familiale de France et d'ailleurs, économique et nutri-

tive, à base de produits locaux. Cette cantine participative est ouverte à tous, sans condition de ressources, trois jours par semaine, la seule obligation étant de s'acquitter de sa cotisation, qui est de cinq euros minimum. Les adhérents sont impliqués dans toute l'organisation de la vingtaine de couverts quotidiens prévus. La participation financière au repas est au prix coûtant de trois euros, et plus pour ceux qui le peuvent. Des groupes de volontaires assurent la préparation du menu, qui diffère chaque jour, mais aussi l'entretien, le nettoyage, ou encore le service.

M.-H.C.

+ POUR ALLER PLUS LOIN

alpes.secours-catholique.org

NIÈVRE

Jardin thérapeutique

Le jardin partagé créé il y a deux ans par le Secours Catholique de Decize (58) profite aux patients d'un hôpital de jour voisin et à un groupe d'entraide pour personnes en situation de fragilité psychiatrique. Mis à disposition par la mairie, le terrain comporte des lots individuels, notamment entretenus par des personnes migrantes du centre d'accueil et d'orientation situé dans la commune, et une parcelle collective. « *Nous souhaitons offrir un espace de rencontres, où les personnes se sentent actrices, et un lieu fédérateur pour les acteurs de la vie locale : mairie, structures médicales, et demain, peut-être les lycéens de la section horticole* », explique Marie-Josèphe Perret, à l'origine du projet.

NIGER

Tous libres – ou presque

Après plus de quatre-vingt-dix jours de détention abusive, plusieurs leaders de Tournons la page Niger, une coalition d'ONG de la société civile soutenue par le Secours Catholique, ont été libérés fin juillet. Le juge les a condamnés à trois mois de prison avec sursis pour attroupement non armé. Tous avaient été arrêtés au cours de manifestations contre la loi de Finances 2018. « *Par peur face à la grogne sociale, le pouvoir avait interdit les manifestations de notre partenaire, qui rassemblaient des milliers de personnes contre une loi injuste qui non seulement accentue la pression fiscale sur les couches défavorisées, mais aussi fait des cadeaux fiscaux aux entreprises des secteurs extractifs et des télécommunications* », estime Laurent Duarte, coordinateur de Tournons la page. Maïkoul Zodi, coordinateur de TLP Niger, arrêté quelques semaines plus tard, est, lui, toujours en prison, dans l'attente de son procès.

RÉINSERTION

Des visites pour se rapprocher de l'emploi

À Tours, en Indre-et-Loire, le Secours Catholique accompagne les personnes éloignées de l'emploi dans les coulisses des entreprises : elles y découvrent des métiers insoupçonnés et renouent avec le monde du travail.

Les deux minivans du Secours Catholique se remplissent au compte-gouttes en ce matin de juillet. « On peut encore s'inscrire pour la visite d'entreprise ? » Nicky, jeune femme de 20 ans, rejoint in extremis le groupe devant la délégation de Tours. Comme la quinzaine de participants prête à partir, elle est sans emploi : « J'ai un CAP cuisine mais j'aimerais me réorienter. Je viens surtout découvrir d'autres métiers, comme ceux de l'entretien » explique-t-elle.

Jean Carré, bénévole à l'initiative de ces visites collectives, se réjouit en démarrant le moteur : direction

Joué-lès-Tours, à une dizaine de kilomètres de là, pour mieux cerner les métiers de l'hôtellerie-restauration. « Beaucoup de gens en recherche d'emploi n'ont pas accès à l'entreprise : pour eux, c'est une autre planète ! » nous dit le chauffeur. Le Secours Catholique mise sur une découverte in situ, qui permet de démystifier l'entreprise et d'ouvrir des voies de réinsertion professionnelle. « Certains reviennent et nous disent, étonnés : "On a rencontré des chefs d'entreprise, ils sont gentils, ils ont répondu à nos questions !" » sourit le bénévole.

Sur les hauteurs de la commune si-

tuée au sud de Tours, le petit groupe impatient chemine vers le hall d'entrée de l'établissement. Ludovic Raynaud, directeur détendu, serre les mains et brise la glace en présentant le restaurant. Comme la plupart des visiteurs, Lulzim, 36 ans, n'avait jamais mis les pieds dans un hôtel quatre étoiles. Depuis deux ans, ce Kosovar est bénévole cuisinier au sein de l'équipe service du Secours Catholique de Tours (composée de 31 bénévoles de 14 nationalités différentes) en attendant de pouvoir être régularisé. « Je ne connais pas les recettes françaises, alors j'apprends et j'améliore mon français, ça me sera utile quand je pourrai travailler ! » Ces visites sont en effet bénéfiques tant aux demandeurs d'emploi de droit commun qu'aux personnes étrangères, en France depuis plusieurs années. « On veut leur montrer qu'une entreprise, c'est aussi culturel : un chantier en Russie n'a rien à voir avec un chantier à Tours ! » souligne Jean Carré en se rappelant la visite du mois dernier dans une entreprise de BTP.

Passé-partout

À travers les couloirs de l'hôtel, le passe-partout électronique de Ludovic Raynaud révèle son lot de surprises : en plus de ses activités classiques, le Mercure est doté d'une salle de sport et d'une piscine indépendantes. À ceux qui gonflent les muscles et écarquillent les yeux, il spécifie : « Les coaches qui travaillent avec nous ont des diplômes d'État accessibles à tout le monde et que vous pouvez passer ! »

S'il se porte volontiers guide, le directeur conserve ses yeux de recruteur. « Le but est aussi de trouver des personnes qui ont envie de venir travailler dans nos métiers, précise-t-il, car même s'il y a des écoles hôtelières, on est en pénurie constante de salariés au moment des gros pics d'activité. » ■■■

+ À LIRE

L'insertion professionnelle des publics précaires de Denis Castra - PUF 2003



Découverte d'un grand hôtel pour des personnes éloignées de l'emploi et accompagnées par le Secours Catholique d'Indre-et-Loire.

S. WASSENAAR / S.C.-C.F.

VU D'AILLEURS À GAZA

La formation professionnelle, un tremplin pour trouver du travail



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Installée devant son ordinateur, Rima suit depuis le mois de novembre, avec une vingtaine d'autres femmes, une formation en secrétariat proposée par le Conseil des Églises du Proche-Orient (NECC), partenaire du Secours Catholique à Gaza. Pour la jeune femme, cette formation est « *un choix stratégique. Avec un diplôme, j'aurai de meilleures opportunités* ». Noura, sa belle-sœur

À Gaza, les formations professionnelles ont plus de valeur que les diplômes.

de 34 ans, reprend ses études après quelques années d'interruption. « *Je me suis mariée et j'ai eu trois enfants. Je n'avais plus le temps. Mais je me suis toujours dit que je m'y remettrais quand ils seraient plus grands.* » Initialement, Noura pensait achever son cursus universitaire en management, laissé en suspens. Mais entre-temps, la situation économique à Gaza s'est détériorée et un diplôme en management « *ne servirait à rien aujourd'hui, il n'y a pas de boulot* », considère-t-elle. Idem pour Amani. Diplômée en décoration intérieure, cette jeune Gazaouie de 28 ans se forme à la couture pour

augmenter ses chances de travailler. Dans ce territoire de deux millions d'habitants, plus de 40 % de la population active est au chômage. « *On a 200 000 diplômés de l'université qui sont sans emploi pour seulement quelques centaines, voire quelques dizaines de jobs qui se créent chaque année* », déplore Mahmoud Alhalimi, coordinateur des projets pour NECC. Dans ce contexte, la formation professionnelle, pourtant longtemps dévalorisée car considérée comme une voie de garage pour les élèves en échec scolaire, attire de plus en plus de jeunes Gazaoui. ■

Un diplôme en management ne servirait à rien aujourd'hui. Il n'y a plus de boulot.

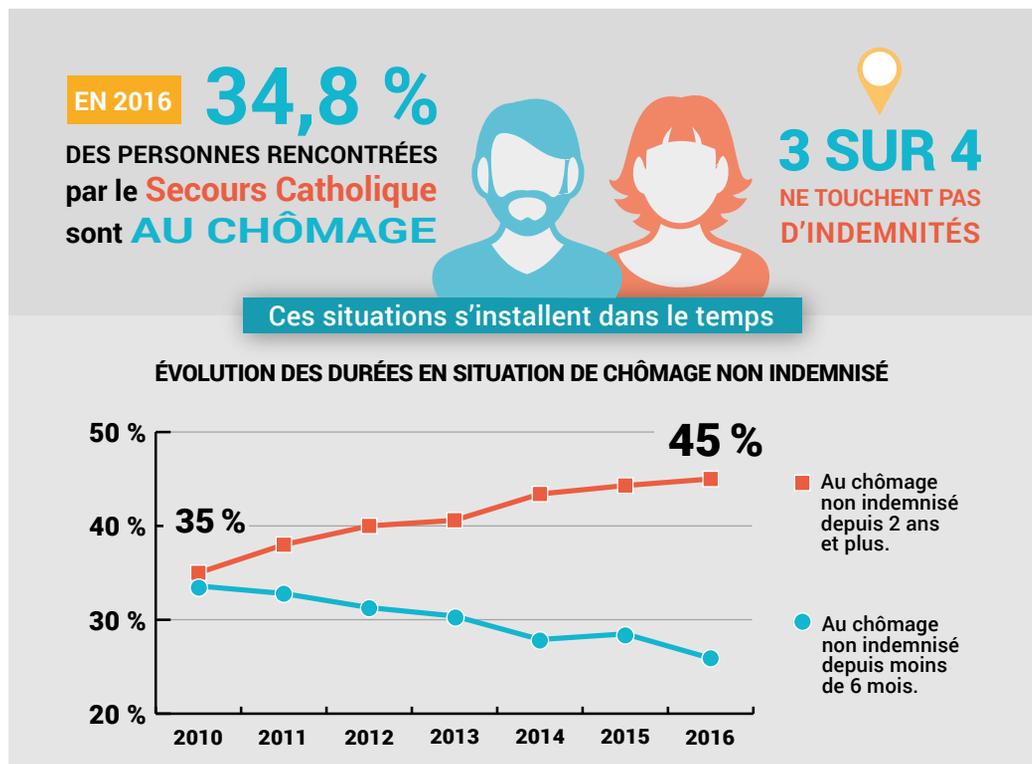
quelques centaines, voire quelques dizaines de jobs qui se créent chaque année», déplore Mahmoud Alhalimi, coordinateur des projets

Benjamin Sèze

À l'étage, il poursuit, d'un ton léger : « *Ici, il y a 76 chambres : pour nous, c'est 76 maisons à entretenir !* », suggérant la cadence de travail et la diversité des activités d'entretien. Intriguée, Anahit dodeline en tâtant le lit *king size*. Difficile pour elle de faire reconnaître sa formation d'infirmière acquise en Arménie. Cela lui permettrait pourtant de travailler en France. « *Vous connaissez déjà les règles d'hygiène, c'est essentiel pour un poste de femme de chambre par exemple* », l'encourage Ludovic Raynaud. À ses côtés, Anna, elle aussi arménienne, a la faculté de parler cinq langues. « *Pour un poste d'accueil, c'est un sacré point fort ! Et pour compléter, l'hôtel propose des formations en interne.* » De quoi booster la confiance des visiteurs du jour, qui pourront à nouveau élargir leurs perspectives professionnelles en septembre en franchissant le seuil d'une PME voisine, grossiste en matériaux de construction. ■

Adèle Martignon

VITE LU Le fléau du chômage de longue durée



Source : rapport statistique du Secours Catholique

YOUNG CARITAS

Université d'été : Les jeunes en symbiose

Près de 600 jeunes de tous horizons étaient réunis pour vivre le temps fort de leur année à Saint-Malo. Pour cette cinquième université d'été Young Caritas, l'humeur était au partage autour du thème de l'écologie intégrale.

REPORTAGE ADÈLE MARTIGNON

L'ambiance Keriadenn opère : dans le vaste lieu d'accueil verdoyant du diocèse de Saint-Malo, les jeunes engagés du réseau Young Caritas se rencontrent joyeusement. « *Nous, on est venus à vélo depuis Créteil !* » s'exclament les jeunes motivé(e)s de la délégation du Val-de-Marne, qui entrent dans le vif du sujet des quatre prochains jours : l'écologie intégrale. Car, si d'autres viennent de bien plus loin, tous partagent le même « *green dream* ». « *On sait que*

la planète est en danger. Moi, je viens ici pour découvrir comment améliorer les choses », lance Kilian, qui, à 22 ans, étudie l'environnement à Munich.

Bercée par la dynamique interculturelle impulsée l'an passé, la journée des Young commence dans le calme de l'aurore, au carrefour de trois tentes : musulmane, chrétienne, et agnostique. « *On veut leur permettre de vivre la catholicité, c'est-à-dire l'ouverture à l'universel* », précise Patrick

À VOIR

Ce diaporama sonore des universités d'été : « En parcours "écologique" avec les Young Caritas. » A retrouver sur www.secoures-catholique.org

Salin, l'aumônier qui accompagne ces temps spirituels. Comme dans cette « oasis », tout le monde trouve sa place dans cette cinquième université d'été, dont la particularité est d'être organisée en villages. « *Les tentes ne sont plus seulement des lieux d'animation, on veut créer de véritables espaces de vie pour accompagner la convivialité* », complète Arnaud Poincelet, chargé du bénévolat et « maire » du village « feu ».

Écologie intégrale

À l'instar de la nature qui les entoure, les jeunes de Saint-Malo semblent en symbiose. Au sein de ces espaces qui célèbrent les éléments, ils peuvent partager leurs repas (cuisinés par les bénévoles eux-mêmes) et participer à divers ateliers – maison, téléphone portable, café, ou encore textile : au total, quatorze « parcours » animés par des partenaires égrènent les journées et nourrissent les échanges. Tout en jardinant, Agripina, 23 ans, raconte que chez elle, au Pérou, la connexion à la terre est très forte. « *C'est une chance de pouvoir échanger avec des gens qui viennent d'Afrique et des pays arabes. Nous partageons les coutumes que nos parents nous ont apprises pour protéger ce que nous donne la nature !* »

Alliou, lui, a créé une association pour le développement durable à Paris. « *On veut mener des actions sur la planète entière, s'enthousiasme-t-il. Mais je ne me rendais pas compte que, pour certaines personnes en galère, le recyclage n'était pas la priorité.* » Car c'est aussi ça, l'écologie intégrale : tenir compte de l'environnement et des inégalités sociales à la fois. Le défilé Jungle Style concrétise cette idée : les bénévoles de la délégation du Pas-de-Calais ont donné une seconde vie à des textiles de récupération et un second souffle aux jeunes réfugiés, mannequins d'un soir, acclamés par des Young inspirés. ■

ÉCLAIRAGE ARNAUD POINCELET,

CHARGÉ DE BÉNÉVOLAT AU SECOURS CATHOLIQUE

« Fédérer la dynamique jeunes pour engager localement »



G. KERBAOL / S.C.C.F.

En vivant de l'intérieur sa seconde université d'été, Arnaud Poincelet mesure l'énergie sans faille des jeunes et son potentiel pour dynamiser le réseau des bénévoles du Secours Catholique déjà en place.

L'engagement solidaire des jeunes est là, ils ont envie de se rendre utiles et d'initier des actions concrètes. L'université d'été donne un souffle exceptionnel qui mûrit et enrichit ces initiatives : ceux qui participent repartent gonflés à bloc dans leurs délégations ! Notre défi aujourd'hui est d'accompagner la rencontre entre le réseau « classique » du Secours Catholique, composé de 67 000 personnes, et ce réseau

Young, qui compte 1 500 jeunes, afin de faire vivre une dynamique commune.

Les modes d'animation en atelier, les temps de rencontre qui se vivent ici et les initiatives apportées par les jeunes sont des choses dont peuvent se saisir les délégations locales de l'association pour nourrir leur dynamique. Les délégations ont conscience que « nos jeunes réalisent de super trucs ! » mais n'ont pas toujours les moyens de faire résonner ce mouvement sur le terrain.

Avec l'esprit « tous acteurs », on essaye d'engager les jeunes que l'on accueille à devenir partie prenante. Par exemple, « La Casa » de Clermont-Ferrand, qui était un vestiaire classique du Secours Catholique, est devenue un lieu d'accueil et de vie très actif sous l'impulsion de l'équipe Young Caritas.

Propos recueillis par A.M.



Rencontre

VALENTINA

Pasionaria des droits de l'homme

Sans la chute de l'empire soviétique et les mouvements de population qui s'en suivirent, Valentina Tchupik aurait vécu paisiblement en Ouzbékistan. Mais l'Histoire a transformé l'étudiante en mathématiques en ardente protectrice des migrants en Russie.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

Moscou. Alors que nous déjeunons avec Valentina, son téléphone se met à vibrer. Au bout du fil, le consul de Guinée lui explique qu'un député russe a ouvert une université fictive ; des centaines d'étudiants de pays pauvres s'y sont inscrits pour 2 000 euros chacun ; sans cours ni profs, ces étrangers craignent d'être déportés. Peut-elle aider ? Quelques heures plus tard, Valentina décroche à nouveau : un homme lui dit avoir été enfermé dans un corbillard par des policiers.

Il y est depuis vingt-quatre heures et ignore où il se trouve. Peut-elle faire quelque chose ?

Sur les dizaines d'appels reçus quotidiennement par Valentina, la plupart proviennent de migrants abusivement arrêtés par la police, parfois battus, toujours rackettés. « Il y a environ 30 cas de détention par jour en Russie », explique la quadragénaire blonde aux yeux bleus, bête noire des policiers et des juges corrompus, qui n'hésite pas à déposer plainte, à alerter la police des polices,

ou à harceler les juges jusqu'à ce que le droit prévale.

Née en 1973 à Tachkent, capitale de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan, d'un père professeur d'université et d'une mère employée au ministère de l'Irrigation, Valentina Tchupik est diplômée en mathématiques et programmation informatique quand l'Ouzbékistan devient indépendant, en 1991. Du Tadjikistan voisin, en prise à une guerre civile, elle voit affluer des milliers de réfugiés. « Quand j'ai vu ces familles massacrées, je n'ai pas pu rester sans rien faire, se souvient-elle. Je les ai d'abord aidées matériellement, puis j'ai décidé d'étudier le droit pour les défendre juridiquement. » À cet effet, elle s'installe à Saint-Petersbourg et en revient avec un doctorat.

KGB

Valentina se rapproche alors d'ONG caritatives et conduit des recherches sur les migrations. « Mes rapports n'ont pas plu aux services secrets ouzbeks, qui ont commencé à m'intimider et à me menacer de mort. Un soir, ils m'ont séquestrée dans une cave où je suis restée trente-huit heures debout. Un ami de ma mère a finalement réussi à me tirer de là. » Étiquetée dissidente par les autorités, qui décident

BIOGRAPHIE

7 septembre 1973 : naît à Tachkent

2002 : crée son association de défense des migrants, Tong Jahoni

2006 : se réfugie à Moscou



CE QUE JE CROIS

Je suis croyante. Les fonctions que j'exerce me donnent l'assurance d'agir en bonne chrétienne. Question de morale et question de justice. Ce sentiment de justice n'est pas prépondérant dans ma démarche mais plutôt dans ma volonté d'exister en tant qu'être humain. ”

de dissoudre Tong Jahoni (l'Aube du monde, l'ONG qu'elle a créée en 2002) et l'inscrivent sur la liste des personnes recherchées, elle quitte le pays, travaille un temps pour la Caritas américaine en Azerbaïdjan puis en Géorgie, et enfin s'installe en 2006 à Moscou, où elle obtient le statut de réfugiée.

Grâce aux subventions de l'Union européenne, de fondations et d'organisations internationales (dont le Secours Catholique-Caritas France), Valentina maintient à flot son organisation dûment enregistrée, se réservant juste de quoi vivre et poursuivre son action.

Son action ? « Je dénonce tout ce qui est injuste, dit-elle. Par exemple, les escrocs qui vendent aux migrants des do-

uments falsifiés. Le KGB m'a demandé de travailler pour eux officiellement ou officieusement. J'ai refusé. J'ai besoin de mon indépendance. Mais je leur apporte les preuves de crimes et délits dont j'ai connaissance. L'an dernier, je leur ai confié plus de 300 documents d'enregistrement falsifiés pour leur montrer l'ampleur de l'escroquerie. »

Célibataire sans enfants, Valentina consacre tout son temps aux migrants venus d'Asie centrale, région où le travail est rare et où des ONG préparent les jeunes à ce départ inéluctable, relayant les conseils de Valentina et leur donnant son numéro de téléphone.

Au fil des années, Valentina s'est entourée de trois autres juristes et propose des formations gra-

tuites sur les droits des migrants et sur les pratiques abusives de la police. Elle tente aussi d'infléchir la politique migratoire de la Russie. « Son expertise et les rapports qu'elle rédige à partir des situations rencontrées rendent Valentina indispensable à toute réflexion sur la question migratoire, mais elle agace aussi le pouvoir en place », expliquait une participante à une table ronde sur le thème « Corruption et migrations » organisée à la Maison des nationalités de Moscou fin janvier.

Au micro, Valentina énonce le palmarès des administrations corrompues : « En 2017, Tong Jahoni a recensé 6 000 cas de corruption par la police. Ce sont ses membres qui réclament le plus de pots-de-vin. » Suivent les administrations en lien avec l'immigration et les tribunaux.

Armée juridiquement, celle que certains appellent la Madone des migrants fait aussi trembler les policiers qu'elle surprend dans le métro en train de racketter les jeunes migrants centrasiatiques et auxquels, ses yeux d'acier plantés dans les leurs, elle rappelle la loi. Engagement physique et intellectuel pour le triomphe du droit et du respect des êtres humains. ■



DÉCRYPTAGE

RURALITÉ

INNOVER CONTRE LA PRÉCARITÉ

INTERVIEW 16
AGNÈS ROCHE

LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ 17
COMMENT AIDER LES AGRICULTEURS ?

CIRCUIT-COURT 18
S'ENTRAIDER POUR MIEUX MANGER

Disparition des transports publics, fermeture des commerces et des services administratifs... En milieu rural, les familles et personnes en précarité subissent souvent le poids d'un isolement croissant. À la « pauvreté monétaire » s'ajoute alors la « pauvreté morale » liée à l'exclusion. Face à cela, les équipes du Secours Catholique repensent leurs actions. Leur défi : dépasser une aide matérielle ponctuelle pour proposer des solutions durables et œuvrer au maintien du lien social.

PAUVRETÉ

L'isolement, fléau de nos campagnes

Privilégier la rencontre et l'accompagnement plutôt que l'aide matérielle ponctuelle, c'est le défi que relèvent de plus en plus d'équipes du Secours Catholique en milieu rural.

ENQUÊTE : BENJAMIN SEZE / PHOTO : VINCENT BOISOT / S.C.-C.F.

« Ici, beaucoup de gens vivent dans la précarité monétaire, mais ils vivent quand même, observe Michel Labrunie, responsable de l'équipe du Secours Catholique à Gramat, dans le Lot. Parfois, certaines personnes viennent nous voir en urgence parce qu'elles ont un pépin avec la Caf ou Pôle emploi et se retrouvent de ce fait temporairement sans ressources. Mais cela reste ponctuel. Ceux qui ont le plus besoin de nous, ce sont les personnes les plus isolées, qui ont besoin d'écoute, d'échange, de rencontre, de soutien dans les démarches administratives. »

À Gourin, dans le Morbihan, Lucienne Vannod et son équipe font le même constat et se demandent si leur rôle n'est pas autre qu'apporter une aide alimentaire, vestimentaire et financière, « qui ne règle finalement pas les problèmes ». D'autant plus, ajoute la bénévole, que « d'autres acteurs, comme les Restos du cœur ou les CCAS répondent à ces besoins ». Pour le sociologue Nicolas Duvoux, « la pauvreté n'est pas uniquement une réalité monétaire, elle revêt également une dimension morale liée aux formes de la participation à la société ».

Tournées

À la campagne, le dépeuplement, la fermeture de commerces de proximité, la dématérialisation des services publics et l'arrêt de lignes de bus ou de trains accroissent l'isolement, aggravent des situations de pauvreté monétaire et engendrent des situations de « pauvreté morale ». Maintenir ou recréer du lien dans ces territoires est devenu un enjeu majeur pour le Secours Catholique.

« Le lien social et l'écoute sont désormais une priorité chez nous », confirme Michel Labrunie. À Gramat, le Secours Catholique a longtemps tenu un vestiaire et proposé un accueil hebdomadaire dans un bureau prêté par la mairie. « Les personnes venaient essentiellement pour récupérer des bons alimentaires, mais elles ne s'attardaient pas », se souvient Michel. Depuis, le vestiaire, un temps transformé en boutique solidaire, a été fermé. « Cela demandait beaucoup d'énergie, explique-t-il. Et on n'arrivait

pas à toucher les familles les plus concernées. » L'association a réagencé les locaux et organisé un accueil convivial et des repas partagés. « Un lieu où l'on peut se poser, prendre un café, discuter. »

Pour lutter contre l'isolement, diverses initiatives fleurissent. En janvier, à Baraqueville, dans l'Aveyron, Christiane Marty et son équipe proposeront aux personnes âgées isolées un service de transport à la demande, à jour fixe, grâce à un réseau de chauffeurs bénévoles. « Sur notre territoire, il n'y a plus de transport collectif, explique Christiane. Il existe un service de taxi subventionné, mais cela reste cher et il est essentiellement utilisé pour faire de grosses courses ou se rendre chez le médecin » Dans les Monts d'Alban, dans le Tarn, « le facteur ne passe pas tous les jours, et les derniers épiceries ambulants vont ■■■

+ LE POINT DE VUE DE GRÉGORY VACANEGHEM

Après avoir connu des moments de galère, Grégory Vacaneghem se lance aujourd'hui dans le maraîchage bio et solidaire.



G. KERBAOL / S.C.-C.F.



Grâce à ce projet, je vais pouvoir pratiquer mon métier. ”

Je me suis installé à Cussac, en Haute-Vienne, et je suis en train d'y monter, en partenariat avec un bénévole du Secours Catholique, un projet de maraîchage bio et solidaire. Le maire du village est intéressé. En échange de terres qu'il me loue à un prix très raisonnable, je fournirai la cantine de l'Ehpad à un tarif préférentiel. Je pourrai aussi prévoir une collaboration avec le CCAS pour proposer des paniers aux bénéficiaires de minima sociaux et un partenariat avec le département pour créer de l'emploi en insertion. Grâce

à ce projet, je vais pouvoir pratiquer mon métier. Pour moi, c'est une source d'épanouissement personnel et de reconnaissance, ce que l'on n'a pas lorsqu'on ne travaille pas.

Au niveau du territoire, c'est un appui aux politiques sociales. L'exploitation pourrait être un lieu de rencontre et d'échange où des personnes en précarité viennent travailler la terre et repartent avec un cageot sous le bras. Certaines se rendraient compte qu'elles ne sont pas plus bêtes ou gauches qu'un autre. Cela peut les engager sur le chemin de la débrouillardise.

Propos recueillis par Benjamin Sèze



D'INFOS

Retrouvez le portrait de Grégory sur le site web du Secours Catholique : urlz.fr/7Lyi

■■■ prendre leur retraite », souligne Monique Bernat, du Secours Catholique. L'équipe locale s'inquiète pour les personnes âgées et les familles néorurales précaires et très isolées. « *Nous pensons acheter une camionnette pour reprendre les tournées des épiciers pour aller voir ces familles en difficulté, créer un lien régulier, leur proposer un accompagnement. Elles sauront ainsi qu'elles peuvent compter sur quelqu'un.* »

Tabou

À Campuac dans l'Aveyron, l'équipe du Secours Catholique a recréé un lieu de rencontre. Trois rendez-vous ont été organisés. « *Une dizaine de personnes à chaque fois.* » Une dynamique est née. « *Elles veulent continuer à se réunir.* » Les bénévoles du Secours Catholique souhaitent renouveler l'expérience à Sénergues, village des environs. Pour Lucette Perroud, membre de l'équipe, « *l'isolement tue. Isolé, on a moins de chance de trouver du travail, des solutions à ses problèmes, de s'en sortir* ». Les espaces de rencontre permettent de se resocialiser, estime-t-elle, et de retrouver sa dignité et sa place dans la société.

Ces espaces permettent aussi d'accompagner les personnes à plus long terme pour trouver des solutions durables à leurs difficultés. En milieu rural, où la pauvreté est taboue, « *ces lieux sont moins stigmatisants, les gens viennent plus facilement*, observe Michel Labrunie. *Plus détendus, ils sont plus enclins à se confier et à entrer dans le fond de leurs problèmes.* »

Privilégier le lien social et l'accompagnement plutôt qu'une aide matérielle ponctuelle, « *on peut y arriver*, croit Luc Piochon, responsable du Secours Catholique dans la Creuse. *Mais il faut y aller doucement.* » Il évoque ces familles ancrées dans la pauvreté, « *qui ne font confiance à personne. Si on arrête la distribution du jour au lendemain, elles iront voir ailleurs. Il faut le temps de gagner leur confiance* ». ■

INTERVIEW AGNÈS ROCHE

« La pauvreté dans les campagnes intéresse peu les pouvoirs publics »

Agnès Roche, maîtresse de conférences en sociologie à l'université Clermont-Auvergne, auteur de *Des vies de pauvres* (PUR, 2016), une enquête sur les classes populaires en milieu rural.

Quels profils de pauvreté avez-vous rencontrés en milieu rural ?

On peut en dégager plusieurs. Il y a les retraités modestes, aux vies de « petites gens ». Ils ont travaillé dur et longtemps. Ce sont souvent des femmes – les hommes décèdent prématurément – qui ont été ouvrières, employées de maison... Elles vivent avec de très petites pensions ou le minimum vieillesse. Les jeunes vulnérables sont une autre catégorie. Beaucoup ont de mauvaises relations avec leurs proches. Ils sont plus seuls que les autres jeunes, moins aidés, ont de faibles niveaux de diplôme, voire pas de diplôme du tout. Ils sont donc très fragilisés. Les petits agriculteurs, notamment ceux qui vieillissent, dont les exploitations ne sont pas viables dans le système actuel et qui n'auront pas d'héritiers, connaissent, eux, une véritable mort sociale. Enfin, parmi ceux que j'appelle les écopés de la vie, certains travaillent, en CDD ou à temps partiel ; d'autres ne sont plus en état, éprouvés par des deuils, la maladie ou des violences.

Les ressorts de cette pauvreté sont-ils les mêmes qu'en zone urbaine ?

Oui, nous sommes face au même mécanisme de reproduction sociale de la pauvreté d'une génération à l'autre. Cela passe essentiellement par l'école, qui ne parvient pas à corriger les inégalités.

Peut-on néanmoins identifier une spécificité ?

La pauvreté dans les campagnes est plus discrète, quasi invisible. Elle intéresse peu les pouvoirs publics et les médias. Avec pour effet que les personnes elles-mêmes ne se sentent pas pauvres. À leurs yeux, est pauvre le sans-abri dans les rues de Paris, qui vit dans l'extrême dénuement. Elles ne se considèrent donc pas forcément en droit de réclamer de l'aide.

Quelles sont leurs conditions de vie ?

Elles doivent vivre avec très peu – et en éprouvent d'ailleurs une terribleangoisse. Cela



DR

a des répercussions sur leur alimentation. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, tout le monde n'a pas son potager, loin de là. Comme en ville, les personnes font leurs courses dans les supermarchés discount et ont peu accès aux produits

frais. Autre difficulté : le logement. L'offre en logements sociaux est moindre qu'en ville et le parc privé est en plus mauvais état. On y dénombre beaucoup de passoires thermiques. Par ailleurs, les personnes ont du mal à payer leurs soins et sont géographiquement éloignées des opticiens, des mutuelles, etc. Enfin, les difficultés de mobilité s'ajoutent à toutes les autres. Elles ne sont pas le fond du problème, mais un frein supplémentaire.

S'en sort-on mieux à la campagne, notamment grâce à la solidarité familiale ?

Difficile de généraliser. Parfois cette solidarité joue, parfois non. S'il y a une ressource qui peut être actionnée, c'est le capital d'autochtonie, le fait d'« être du coin ». Cela peut par exemple aider un jeune à trouver un petit boulot : on l'emploie car on le connaît.

Quels enseignements tirez-vous pour l'action de lutte contre la pauvreté ?

Il est important de maintenir une action de proximité car les services publics ferment les uns après les autres et les personnes éprouvent un sentiment d'abandon. Quand on a des ressources, ce n'est pas grave. Mais quand on est démuné, cela redouble la difficulté. À mille lieues des discours sur la fraude et le contrôle, l'action sociale doit poursuivre sa mission de veille sur des personnes qui, dans bien des cas, ne réclament pas.

Propos recueillis par Clarisse Briot

LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

Comment aider les agriculteurs ?

Le constat est le même un peu partout en France. Il est très difficile pour les associations caritatives de toucher les familles d'agriculteurs. En Suisse, la Caritas a relevé le défi, avec un certain succès.

« **P** arfois, il arrive qu'un travailleur social nous informe qu'il a orienté une famille vers nous, mais que finalement celle-ci ne vient pas », raconte Michel Labrunie, du Secours Catholique de Gramat, dans le Lot. Le bénévole évoque la difficulté pour les associations caritatives de toucher les agriculteurs. Un constat partagé par la plupart des équipes du Secours Catholique qui agissent en milieu rural. « Dans le meilleur des cas, observe Michel, c'est parce qu'ils ont un cercle familial qui peut les aider. Mais souvent, poursuit-il, c'est parce qu'ils ressentent une telle gêne qu'il est trop difficile pour eux de demander de l'aide. » « La précarité, dans l'agriculture, ça ne se dit pas », confirme Lucette Perroud, bénévole à Villecomtal, dans l'Aveyron.

Embarras

« Les paysans n'appellent pas, même s'ils sont en difficulté », constate Jeanine Terral, de l'association Solidarité Paysans, qui défend et accompagne les agriculteurs dans l'embarras. La sexagénaire, basée à Arvieu, dans l'Aveyron, met cela sur le compte à la fois de la pudeur et d'un sentiment de culpabilité. « Ils se disent que c'est leur faute, qu'ils ont mal géré. » Lorsque certains finissent par appeler, « c'est qu'ils sont vraiment acculés et souvent il est trop tard pour les aider à éviter une situation compliquée », regrette-t-elle. « On ne peut alors qu'essayer de jouer les médiateurs auprès de leurs créanciers, les écouter et les soutenir psychologiquement. » Au-delà des problèmes économiques, Jeanine souligne la solitude, prégnante dans

À VOIR

Sans adieu, documentaire de Christophe Agou sur des paysans du Massif central, 2017.

le monde paysan en Aveyron. « Nous avons beaucoup d'hommes seuls qui travaillent avec leurs parents dans la ferme familiale. Et lorsque ces derniers décèdent, ces agriculteurs se retrouvent isolés à 50 ans, avec plus personne à qui parler. » Comment atteindre ce public ? Avec son association, Jeanine a tenté plusieurs actions : projections de films, propositions de formations... Sans grand succès.

En Suisse, la Caritas a fait des agriculteurs de montagne une de ses préoccupations privilégiées depuis une quarantaine d'années. « Chez nous, c'est la tranche de la population qui a les revenus les plus bas »,

explique Jean-Yves Riand, de Caritas Suisse. L'ONG n'apporte pas d'aide financière – « d'autres organisations s'en chargent » – mais propose aux exploitants en précarité un coup de main bénévole aux travaux de la ferme. « Souvent, les personnes qui font appel à nous rencontrent des difficultés à cause d'une situation personnelle ou familiale, lors d'un divorce par exemple, ou en cas de maladie ou de handicap. » Si le procédé fonctionne bien en Suisse alémanique, où il existe une tradition de solidarité, donc « moins de gêne à demander de l'aide », précise Jean-Yves Riand, c'est moins évident en Suisse romande « où les agriculteurs attendent d'être dos au mur ». Pour lui, un tel dispositif présente plusieurs avantages. Tout d'abord, un changement de regard réciproque entre les paysans et les volontaires, souvent citadins. Ensuite, une prise de conscience par les bénévoles des difficultés rencontrées par les agriculteurs suisses. Enfin, un soutien moral pour ces derniers, qui peuvent alors se dire : « On pense encore à nous. » ■

Benjamin Sèze



Photo extraite de l'exposition « Oubliés de nos campagnes » organisée par le Secours Catholique et l'agence MYOP. Plus d'infos sur : oubliesdenoscampagnes.org



CIRCUIT-COURT

S'entraider pour mieux manger

Dans le village de Soumoulou, près de Pau, des familles accompagnées par le Secours Catholique, désireuses de mieux s'alimenter et de rompre l'isolement, se sont associées pour monter une initiative autour d'un potager collectif, d'échanges de services et d'une monnaie commune.

Saupoudrée de blanc, la chaîne pyrénéenne accompagne le visiteur tout au long de la route qui mène de Pau à Soumoulou, bourgade de 1 500 habitants. La boutique du Secours Catholique y a pignon sur rue, au bord de la voie principale. Elle est un repère pour les ha-

bitants des villages alentours. Chaque mardi, les membres du groupe baptisé « Uninat » s'y retrouvent pour composer et retirer leurs paniers de produits frais. Jordan, le « meneur », en appelle aux bras : il faut se rendre au jardin récolter les légumes qui composeront les colis. Le terrain est mis gracieusement à disposition par la mairie, juste à côté de l'église. La terre donne généreusement : des salades, des choux, des blettes, des poireaux, des betteraves... De quoi remplir les cagettes, sous un ciel bleu étincelant.

De retour au local, Jordan s'affaire dans le « coin alimentaire ». Il prépare un panier pour Jessica, une adhérente comme lui. Il y glisse, en plus des légumes fraîchement récoltés, une boîte de six œufs, des yaourts artisanaux et des pommes de terre. En échange, Jessica lui tend deux tickets « Uninat ». « *C'est notre monnaie commune* », indique Jordan. Pour les obtenir, Jessica a rendu service



C. HARGOUËS / S.C.C.F.

L'été, le jardin devient le lieu idéal pour des repas partagés à base de produits du potager.

au groupe ou à certains de ses membres : covoiturage, participation au potager, travaux de couture, de bricolage, etc. « *L'idée de départ, c'est que tout le monde a des talents, explique Jordan. Il faut les trouver et, en quelque sorte, les "exploiter" au bénéfice du groupe.* »

Maximum de générosité

L'aventure est née à l'été 2016. Nicole, bénévole responsable de l'équipe de Soumoulou, invite alors les personnes qui fréquentent l'aide alimentaire – composée uniquement de produits secs issus de la Banque alimentaire – à se réunir pour réfléchir. « *Je leur ai demandé ce qu'elles souhaiteraient améliorer dans les colis et quelles solutions nous pourrions trouver ensemble* », rapporte Nicole. La réponse est unanime : les produits frais font défaut. En parallèle, un autre besoin s'exprime : celui de sortir de l'isolement et de la honte dans lesquels la précarité enferme.

L'idée d'un jardin partagé et d'un système d'échange de services est lancée. Le groupe se met en action. Jordan part en quête de fournisseurs locaux pour compléter les récoltes du potager. Cet ancien cuisinier, qui a connu la rue à 20 ans et est rompu au système D, négocie des œufs à prix coûtant auprès d'un conditionneur et des fruits chez des producteurs des environs. Les yaourts sont offerts par un artisan, et 90 kg de pommes de terre sont plantés dans un champ prêté par un paysan en difficulté qui bénéficie en retour d'un panier. Quant à la viande, Jordan réussit à négocier avec l'abattoir de la région, tout en faisant travailler, là encore, le tissu économique local. « *On achète un bœuf ou un veau entier directement à un éleveur du coin qui n'arrive pas à le vendre autrement, et l'abattage nous est offert. Sinon, je vois avec l'abattoir quelle viande je peux obtenir à prix coûtant – par exemple, huit kilos de rôtis –, et il m'en offre deux kilos supplémentaires. Il ne s'agit pas de mendier, mais de faire sortir le maximum de générosité des gens.* »

Gratifiant

Chaque semaine, une dizaine de paniers sont ainsi composés pour la trentaine de familles adhérentes. En contrepartie d'une cotisation de 50 centimes par mois, elles reçoivent 20 univats à leur nom, à échanger au sein du groupe contre des services rendus et d'autres univats. Ces derniers sont troqués, *in fine*, contre un panier. « *Le fait d'échanger des services nous valorise*, témoigne Lucie, 33 ans, maman de trois enfants et sans emploi. *Mon mari travaille, mais il faut être honnête, ça ne suffit pas pour qu'on s'en sorte. Et moi, une fois que les enfants sont à l'école, je ne sais plus quoi faire à la maison. Ici, je peux donner un coup de main, c'est gratifiant.* » Des liens d'entraide et d'amitié se sont créés. Lucie et Valérie partagent ainsi leurs préoccupations de parents et leurs fous rires, alors qu'elles prenaient soin de s'éviter jusque-là. « *On se connaissait de vue*, concède Valérie. *On habite la même commune. Mais on ne se parlait pas. On ne tenait pas à ce que ça se sache, au village, que l'on fréquentait l'aide alimentaire. Pourtant, nos enfants jouaient ensemble à la cour de récré...* » Elles en sourient désormais.

Le groupe travaille à élargir la gamme de ses fournisseurs. Un producteur de fromage de brebis vient ainsi d'entrer dans la boucle. Des ateliers cuisine et confection de pâtisseries ont également été lancés. Enthousiastes, les Unitat espèrent attirer de nouveaux adhérents et convaincre les plus dubitatifs que l'inventivité, l'entraide et la confiance, nourrissent les solutions aux difficultés du quotidien. ■

Clarisse Briot

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL DE MARIE-PIERRE

HAUTS-DE-FRANCE

Quitter la petite pièce

La maison de Marie-Pierre a grand besoin de travaux : réfection complète du toit, isolation, menuiseries, ventilation... Il y fait froid, humide et il est devenu pénible d'y vivre. Marie-Pierre, 61 ans et veuve, a élevé seule ses deux enfants et ne dispose que du très petit salaire d'un travail à temps partiel (10 h/semaine) complété par un RSA d'un faible montant. Elle n'a pas les moyens d'assumer les travaux indispensables. Avec son neveu de 9 ans à sa charge, elle s'est repliée dans une petite pièce plus saine, chauffée par un radiateur à bain d'huile. L'enfant y fait ses devoirs, ils y prennent leurs repas et y dorment. Marie-Pierre a obtenu une aide institutionnelle et celle d'une association. Son fils aîné, qui l'aide à payer ses factures, fournira une somme pour contribuer à boucler le budget nécessaire. Il demeure néanmoins un reste à charge de 3 000 euros que seul un coup de pouce peut apporter à Marie-Pierre.

APPEL DE PATRICIA

HAUTS-DE-FRANCE

Des contacts indispensables

Maman de trois fils et veuve, Patricia vit avec deux d'entre eux, dont l'un est handicapé intellectuellement. La famille habite une maison située dans un village loin de tout et sans transports collectifs. Son fils handicapé a besoin, pour progresser, de contacts et

d'activités adaptées situés dans la ville la plus proche, où sa mère le conduit régulièrement. Malgré de petites aides ponctuelles d'un de ses fils, qui ne trouve que des contrats précaires depuis la fin de ses études, Patricia ne peut remplacer son véhicule hors d'usage qui a été refusé au contrôle technique. On lui propose un véhicule correct d'un coût de 3 000 euros, mais comment trouver cette somme ?

APPEL D'ARIELLE

GRAND-EST

Réparer le véhicule

Arielle, 47 ans, habite chez sa mère dans un village très isolé, avec pour toute ressource l'allocation adulte handicapé. Elle en reverse une partie à sa mère, qui n'a qu'une petite pension de réversion, afin de participer aux frais de la vie quotidienne. Son véhicule ayant été accidenté et restant irréparable, Arielle se retrouve bloquée, loin de tout, dans l'incapacité de se rendre à ses rendez-vous médicaux impératifs et de maintenir des liens avec l'extérieur. La réparation de son véhicule, d'un montant de 2 250 euros, rendra à Arielle mobilité et autonomie, ainsi que le moral. Mais cette somme est hors de ses moyens.

APPEL DE FLORINE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Un achat vital

Seule depuis un an pour élever ses cinq enfants de 14 à 5 ans dont plusieurs ont de sérieux problèmes de santé, Florine a dû en même temps abandonner son travail pour s'occuper d'eux. Dans leur région très rurale, mal

desservie par les transports collectifs, son vieux véhicule est en permanence sollicité pour la vie quotidienne, les trajets écoles et les rendez-vous médicaux dans une ville située à 50 km. Or il vient de tomber définitivement en panne. Moyennant 1 500 euros, Florine peut acquérir un véhicule d'occasion fiable – une dépense que ses ressources modestes ne lui permettent pas.

APPEL DE FABIENNE

NOUVELLE-AQUITAINE

Sortir de la précarité

Après la perte de son emploi, Fabienne a multiplié les petits boulots et enfin obtenu un stage dans une société de transports par ambulance. Elle suivra ensuite une formation d'ambulancière et aura de bonnes chances de trouver un emploi stable. Dans son secteur rural sans transports collectifs, tous ses déplacements professionnels et familiaux reposent sur son véhicule. Mais celui-ci, hors d'usage, est sur le point de cesser ses services. Fabienne, qui a du mal à boucler son budget tout en élevant ses deux enfants de 15 et 4 ans, a trouvé un nouveau véhicule. 1 900 euros sont nécessaires pour son achat.



PROJET INTERNATIONAL

La santé pour tous

En Mauritanie, un partenaire du Secours Catholique, développe une offre de soins de santé de qualité.

Il y a trente ans, Caritas Mauritanie lançait son projet de santé dans le quartier de Dar Naïm, à Nouakchott. Désormais le projet vole de ses propres ailes et l'APSDN (Association pour la promotion de la santé à Dar Naïm) évolue aussi en zone rurale, dans le sud de la Mauritanie. Des structures de santé ont été créées et, d'année en année, l'association renforce son accès aux soins.

Parallèlement, un système de mutuelle, à laquelle 9 000 personnes adhèrent, a été mis en place : il permet l'accès à la gratuité des soins. Dans ce cadre, un « fonds d'équité » a été créé pour financer la contribution



X. SCHWIBEL / S.C.-C.F.

des familles dans le besoin. Le Secours Catholique soutient ce projet à hauteur de 150 000 euros sur cinq ans (2017-2021). Vos dons serviront cette action ou toute autre action similaire. ■

GRÂCE À VOUS...

En juin 2016, nous avons fait appel à votre générosité pour Victor, sa femme et leurs quatre enfants de 12 à 21 ans. La famille vivait très à l'étroit et sans confort dans la partie habitable d'un ancien bâtiment agricole. Des travaux étaient devenus urgents car les tôles du toit étaient rouillées, l'isolation insuffisante et surtout, l'habitation était inadaptée à leur fille de 19 ans en fauteuil roulant et non autonome. Un projet avait été réalisé et divers financements obtenus pour réhabiliter et transformer une pièce attenante en chambre avec salle de bain pour la jeune fille, permettant la circulation de son fauteuil roulant. Mais il restait à la charge de Victor, qui n'avait qu'un petit salaire, une somme qu'il ne pouvait fournir. Grâce à vous, et à plusieurs organismes et associations, l'isolation, l'électricité et la toiture ont été refaites, et la jeune fille handicapée dispose maintenant d'une chambre et d'une salle de bain accessibles. Votre coup de pouce a changé la vie de cette famille, qui adresse ses sincères remerciements aux donateurs. ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Prolongez votre générosité à travers un legs

Grâce au legs, si vous disposez d'un patrimoine, même modeste, vous avez l'opportunité de poursuivre l'action généreuse réalisée tout au long de votre vie. C'est une solution simple, qui grâce à la rédaction d'un testament, permet de continuer à partager avec les plus pauvres, à travers votre héritage. Il existe de nombreuses possibilités de legs qui peuvent correspondre à la situation et à la volonté de chacun.

En voici les principales formes :

- ➔ le legs universel : pour transmettre la totalité de ses biens à un bénéficiaire ;
- ➔ le legs à titre universel : pour transmettre une partie de son patrimoine ou l'ensemble d'une catégorie de biens ;
- ➔ le legs particulier : pour transmettre un ou plusieurs biens précis, clairement identifiés.

Si vous avez des héritiers réservataires (enfants, conjoint marié), le legs ne peut dépasser une certaine part de la succession, appelée quotité disponible. Les personnes sans descendance directe disposent d'une entière liberté quant à la destination de leur héritage.

Pour en savoir plus et recevoir notre documentation sur les legs, contactez Corinne Gorret, Chargée de la relation testateurs – legs, assurance-vie, donation, par téléphone au 01 45 49 71 08 ou par email à : corinne.gorret@secours-catholique.org

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Mauritanie : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 736 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Marie-Pierre : €
- l'appel de Patricia : €
- l'appel d'Arielle : €
- l'appel de Florine : €
- l'appel de Fabienne : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 537 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours Catholique. Elles sont destinées à la Direction Communication et Générosité et aux tiers mandatés par le Secours Catholique à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes ou faire appel à votre générosité. Elles sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées. Le Secours Catholique s'engage à ne pas sortir vos données hors UE. Elles ne font l'objet d'aucun échange hormis au réseau Caritas France. Pour vous y opposer ou faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter le Service Donateurs : 106 rue du Bac 75007 Paris / 01 45 49 73 50. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



▲ Extrait du tableau *Le mendiant* de Miel Jan (1599-1663)

ÉVANGILE SELON SAINT LUC 14,16-24

Les invités au repas

Jésus dit : « Un homme donnait un grand dîner [...]. À l'heure du dîner, il envoya son serviteur dire aux invités : "Venez, tout est prêt." Mais ils se mirent tous à s'excuser. Le premier lui dit : "J'ai acheté un champ, et je suis obligé d'aller le voir [...]." Un autre dit : "J'ai acheté cinq paires de bœufs, et je pars les essayer [...]." Un troisième dit : "Je viens de me marier, [...] je ne peux pas venir." Le serviteur rapporta ces paroles à son maître. Pris de colère, le maître de maison dit à son serviteur : "Dépêche-toi d'aller [...] dans les rues de la ville ; les pauvres, les estropiés, les aveugles et les boiteux, amène-les ici." Le serviteur revint lui dire : "Maître, ce que tu as ordonné est exécuté, et il reste encore de la place." Le maître dit alors au serviteur : "Va sur les routes [...] et fais entrer les gens de force afin que ma maison soit remplie." »

« Le besoin que l'autre me dise : "Viens !" »

PAR ROBERT, MARIE-ANGE, MARIA, PAULINE, ODILE, ARMELLE ET LES AUTRES...

O l ne faut jamais refuser une invitation, ça ne se fait pas ! Mais si on travaille ce jour-là, si on a vraiment un empêchement... Mais un empêchement comme « *j'ai acheté un champ et je suis obligé d'aller le voir* »... Il peut aller le voir le lendemain ou le surlendemain, il n'est pas obligé d'y aller de suite ! Nos excuses ne sont-elles pas de temps en temps un peu bidon ?

Même si on aime la personne, quand on n'a pas envie, on n'a pas envie. Mais parfois, on peut regretter. La personne nous dira qu'on a raté un bon moment. « *Tu aurais dû venir...* » Et un repas, c'est toujours un

signe de fraternité, d'amitié. Notre demande, c'est d'abord : « *Viens partager ma joie.* »

Moi j'aime, j'aime le partage. Je vis seule, alors, quand on m'invite, j'y vais, c'est sûr ! Mais on ne m'invite pas souvent ! Le problème est là. Dieu nous invite à vivre avec Lui ! Il m'invite parce qu'Il veut partager un moment personnel avec moi ! Et, en même temps, c'est à nous de donner envie. Il y a très peu de jours, il y avait l'évangile du sel de la terre. Si le sel n'a plus de goût, si l'on invite sans donner le goût de venir, on ne vient pas. Est-ce que l'on donne vraiment

envie de se retrouver, de rejoindre le Christ, de faire connaissance ?

Dans notre relation avec Dieu, il y a beaucoup de ça, le besoin que l'autre nous dise : « *Viens !* »

De temps en temps, on chante cette chanson à l'église : « *Dieu nous appelle à sa maison, Dieu nous invite à son festin, jour d'allégresse et jour de joie, alléluia !* » C'est un jour de joie quand on vous invite, quand Dieu vous appelle dans sa maison ! C'est chouette ce que dit le Christ, cela veut dire aussi que, même si on est un groupe constitué, et que l'on est content de se retrouver, cela veut dire aussi : « *Continuez à inviter !* » « *Continue, continue, et invites-en d'autres, et surtout ceux auxquels tu ne penses pas !* »

La moisson est grande ! ■

† LA MÉDITATION DE HERVÉ PERROT, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Entrons dans la danse



E. PERRIOT / SC-C.F.

Le groupe les Vendredis de l'espérance nous convie à réfléchir sur : est-ce qu'on invite ? est-ce qu'on se laisse inviter ? comment et qui invite-t-on ? Oui, dans cet évangile, le Seigneur, par amour, veut nous inviter à la table de son royaume. Jésus lui-même s'invite (Zachée...), est invité (Cana...). Oser inviter, oser se laisser inviter. Répondre oui au repas du royaume, c'est entrer dans la danse du don de Dieu et du don de soi, désintéressé. Dieu ne cesse d'inviter à sa table, et même, Il vient me servir (Lc 12,37 « *Il se ceindra, les fera mettre à table et, passant de l'un à l'autre, Il les servira* »). Hier, je quitte l'émission de

télé « Un dîner presque parfait » pour aller célébrer l'eucharistie, « Un dîner parfait », parfait parce qu'il est la table où Dieu se donne. Cette table que Jésus préside la veille de sa mort. C'est aussi à cette table qu'est vécue notre grandeur quand le fils de Dieu se met à genoux et nous lave les pieds. La force de l'amour, c'est l'attitude du service, même aux pieds de Judas... Se laisser inviter au repas du royaume, c'est ainsi devenir eucharistie.

👉 LE GROUPE DE PAROLE

Trois groupes d'Ariège-Garonne ont médité sur l'Évangile de Luc. Robert, Marie-Ange, Maria, Pauline, Odile, Armelle, des Vendredis de l'espérance, de la Fraternité Saint-Laurent et des Ateliers cuisine de Carbonne, sont acteurs de ces groupes qui se réunissent pour se nourrir de la parole de l'autre et du tout Autre, et vivre la fraternité.

↳ TÉMOIGNAGE VÉRONIQUE QUERUEL

BÉNÉVOLE À LA MAISON DES FAMILLES AU HAVRE

Un lieu pour partager son expérience et enrichir celle des autres



D.R.

« E n septembre 2017, j'ai rejoint le Havre des familles, un lieu ouvert à l'initiative conjointe de la délégation Haute-Normandie du Secours Catholique et de la fondation Apprentis d'Auteuil. Au 61-63, rue Lesueur, dans le quartier Danton-Rond-Point, nous accueillons toute personne en situation de responsabilité éducative : parents, grands-parents, beaux-parents... de l'agglomération du Havre. Nous apportons une attention particulière à ceux qui sont isolés, en situation de vulnérabilité et les accompagnons dans l'amélioration de leur parcours éducatif. Les activités proposées rompent la solitude des plus esseulés, font émerger des demandes, des envies. Des ateliers collectifs favorisent l'expression des talents et mutualisent les savoirs. Au sein de cette maison, j'anime un groupe d'échanges et de partage

avec des familles de divers horizons. Mères et moi-même grand-mère, ensemble nous partageons nos expériences, celles du vécu au quotidien auprès d'enfants et d'adolescents. On n'est pas là pour conseiller, mais plutôt pour aider tantôt l'une, découragée, à reprendre confiance, tantôt l'autre, « démissionnaire », à retrouver sa place d'éducatrice. Dans cette mission, je suis heureuse de pouvoir accompagner ces femmes, et surtout de leur permettre de s'aider mutuellement. Dans ce groupe de parole, la confiance et le respect de chacune favorisent les amitiés. L'enrichissement est mutuel.

Grâce à ces rendez-vous des mardis matin, j'acquies un autre regard sur la parentalité d'aujourd'hui et sur l'évolution de la société. ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile. www.secours-catholique.org/implantations

RÉSEAUX SOCIAUX



Suivez-nous sur Instagram _____

Le Secours Catholique est désormais bien présent sur Instagram ! Témoignages, portraits, vidéos pédagogiques y sont régulièrement postés. De belles photos ou de courtes vidéos éphémères vous y attendent. Pour les découvrir, réagir et échanger, il vous suffit de suivre le compte Instagram @caritasfrance depuis votre smartphone.

> Rendez-vous sur www.instagram.com/caritasfrance

Agenda

4 octobre 2018

POUR UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE



Le 4 octobre, à l'occasion du 73^e anniversaire de la création de la Sécurité sociale, le Collectif pour une protection sociale solidaire appelle à une mobilisation sur tout le territoire pour la construction d'un système de protection sociale pour et par tous.

Le collectif, créé à l'initiative du Secours Catholique et rassemblant la Fédération des centres sociaux, le réseau des Accorderies et l'association Aequitaz, travaille depuis deux ans avec des groupes de personnes en situation de précarité pour repenser le système de protection sociale en France.

Partant du constat que le système actuel n'est pas suffisamment adapté à la vie d'aujourd'hui en raison de nombreuses évolutions sociales – espérance de vie plus longue, développement des familles monoparentales, carrières professionnelles moins linéaires et précarité des emplois –, le collectif engage les décideurs à travailler à sa refonte à partir de l'expertise et de l'analyse des usagers, et notamment des personnes en situation de précarité pour lesquelles la protection est particulièrement vitale.

> Le jeudi 4 octobre, le collectif invite tous les citoyens à se rassembler pour venir partager leur expérience de la protection sociale et dire aux élus que leur voix et leurs idées doivent compter pour repenser un système de protection pour tous.

Info et mobilisation sur :

protectionsocialesolidaire.org

À LIRE

Sept principes pour une protection sociale solidaire



Ce tome 2 des Contes de la protection sociale raconte la démarche mise en œuvre depuis deux ans pour imaginer, avec les personnes en situation de précarité, une protection sociale solidaire.

À retrouver sur urlz.fr/7L4e

En léguant au
Secours Catholique,
poursuivez le combat
contre la pauvreté

Émilie dans son nouveau logement

Aide au logement, réinsertion sociale et professionnelle, lutte contre l'isolement, action internationale... : depuis 70 ans, le Secours Catholique se bat sur tous les fronts de la pauvreté. En léguant tout ou partie de vos biens au Secours Catholique – Caritas France, vous transformerez le fruit de votre vie en actions solidaires, concrètes et durables, au bénéfice de milliers de personnes démunies.

Le legs au Secours Catholique, rien n'arrête la générosité.



DEMANDE D'INFORMATION

Complétez et retournez ce coupon à : Secours Catholique - Corinne Gorret - 106 rue du Bac - 75341 Paris Cedex 07

Je souhaite recevoir votre brochure d'information sous pli confidentiel, gratuitement et sans engagement.

Mr Mme Mlle

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél.(facultatif) : _____ E-mail.(facultatif) : _____ @ _____



Pour en savoir plus ou pour
UN CONSEIL PERSONNALISÉ,
contactez

Corinne GORRET,
au 01 45 49 71 08

ou par mail :

[corinne.gorret](mailto:corinne.gorret@secours-catholique.org)

@secours-catholique.org



DLM736



Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours Catholique. Elles sont destinées à la Direction Communication et Générosité et aux tiers mandatés par le Secours Catholique à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes ou faire appel à votre générosité. Elles sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées. Le Secours Catholique s'engage à ne pas sortir vos données hors UE. Elles ne font l'objet d'aucun échange hormis au réseau Caritas France. Pour vous y opposer ou faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter : le Service Donateurs, 106 rue du Bac 75007 Paris / 01 45 49 73 50.